



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

see
51737
13

Distr. : GÉNÉRALE

E/ECA/CM.13/48/Summary
23 mars 1987

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
13 - 20 avril 1987

Point 14 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
23 - 27 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE CONJOINTE CEA/AUA
DES VICE-RECTEURS, PRÉSIDENTS ET DIRECTEURS DES
ÉTABLISSEMENTS AFRICAINS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Résumé

* E/ECA/TPCW.8/1.
** E/ECA/CM.13/1.

INTRODUCTION

1. La troisième Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur s'est tenue du 19 au 21 janvier 1987 à Harare (Zimbabwe). Les participants à cette conférence n'ont pas débattu uniquement de son thème, "L'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et les problèmes du développement à long terme de l'Afrique, 1988-2000", mais également des nouvelles mesures prioritaires pour le redressement et le développement, en vue de définir le rôle que peuvent jouer ces établissements pour faciliter l'exécution de ces mesures dans les court et moyen termes - les cinq prochaines années - et ce, aux niveaux national, sous-régional et régional.

2. Ont participé à la Conférence les représentants de 36 établissements supérieurs africains et des observateurs de 11 organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales.

II. RESUME DES TRAVAUX

Rapport du Secrétaire général de l'Association des universités africaines (AUA)

3. Le Secrétaire général de l'AUA a présenté un rapport sur l'application des recommandations de la deuxième Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur, et en particulier l'exécution du Programme d'action de Mbabane. Les participants ont déploré le faible taux d'application des recommandations de la deuxième Conférence et du Programme d'action de Mbabane. Le problème des communications, de la coordination et de la présentation de rapports a été considéré comme étant la principale source des difficultés en ce qui concerne l'exécution des recommandations de la deuxième Conférence. Il a été convenu que, pour surmonter ces difficultés, les établissements devaient rester constamment en contact, ce qui serait possible à travers la publication d'un bulletin mensuel ou trimestriel couvrant les activités menées par ces établissements.

A. Priorités du développement de l'Afrique et rôle des établissements d'enseignement supérieur ; Les cinq prochaines années

4. Les participants ont proposé des domaines où les établissements pourraient mettre au point des programmes de formation, de recherche et de services de consultants afin de répondre aux besoins du redressement et du développement de l'Afrique à court et à moyen termes. Ces domaines étaient la gestion économique et financière, y compris la gestion de la dette; le redressement et le développement du secteur agricole, notamment la conservation du sol et des eaux, la lutte contre la sécheresse et la désertification, la production d'intrants agricoles, outils et de matériel, etc. Les modalités d'exécution des programmes aux niveaux national, sous-régional et régional ont été également proposées, et un certain nombre de suggestions ont été avancées en ce qui concerne le renforcement des capacités des universités à élaborer leurs programmes communautaires de grande portée.

5. Les participants ont souligné les énormes contraintes imposées par l'insuffisance des ressources financières des établissements, ainsi que par les limites de leurs propres structures internes et le manque d'encouragement de la part des gouvernements, contraintes qui les empêchaient de remplir efficacement leur rôle en matière de développement.

6. En résumé, les participants ont recommandé ce qui suit :

- i) que si tous les Gouvernements africains doivent s'efforcer d'augmenter les allocations de crédits aux établissements, ceux-ci de leur côté fassent preuve d'initiative en faisant appel à toutes les sources possibles, notamment en utilisant plus efficacement les ressources disponibles pour compléter la faible assistance financière que leur accordent leurs gouvernements;
- ii) la CEA soit priée de faire bénéficier les établissements de ses services de consultation et de leur proposer d'autres moyens de collecter des fonds pour financer leurs activités dans les nombreux domaines de développement où on aura besoin de leurs services;
- iii) que la CEA soit également priée de proposer parmi des établissements existants ceux où les programmes d'études universitaires supérieures pourraient être concentrés et élaborés pour tous les établissements du continent;
- iv) qu'un mécanisme soit mis en place, peut-être dans le cadre de l'AUA, qui pourrait diffuser à l'échelle de la région des informations sur les propositions concernant la recherche, et ses résultats, afin de susciter l'intérêt ou le soutien des secteurs commercial et industriel.

B. Avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et stratégies de développement de l'Afrique à long terme

7. Les participants ont souligné la nécessité d'établir un contact permanent entre les universités, les communautés et le gouvernement de chaque pays, et de créer des mécanismes propres à assurer un dialogue permanent avec le gouvernement, en vue d'encourager une participation plus active des établissements à l'exécution des programmes de développement. L'accent a été mis sur l'importance de l'élaboration de programmes universitaires de grande portée qui bénéficieront davantage à la communauté, de même que sur la nécessité de renforcer la collaboration entre les établissements, pour l'élaboration de programmes de recherche et d'enseignement.

8. Les recommandations suivantes ont été formulées :

- i) mis à part l'effort qui serait déployé pour diffuser des informations concernant les activités de recherche et de consultation actuellement menées au niveau national par les universités, on devrait faire jouer à l'AUA le rôle de Centre de collecte et de diffusion à l'échelle

- ii) les programmes d'éducation permanente devraient être davantage étendus à la population active et des programmes de formation sur mesure devraient avoir la priorité pour permettre de s'attaquer dans les meilleurs délais à des problèmes précis. Il faudrait également élaborer des programmes de perfectionnement en vue d'améliorer les qualifications de la main-d'oeuvre et la préparer à s'adapter à toute nouvelle organisation du travail;
- iii) un programme spécial de séminaires devrait être mis en place par les universités pour permettre de créer les meilleures conditions nécessaires à la réflexion et à la concertation entre les décideurs au niveau national.

C. Le rôle de la science et de la technologie dans la solution des problèmes de développement à long terme de l'Afrique

9. En esquissant ce que les universités africaines pourraient réaliser dans les domaines de la science et de la technologie, il a été de nouveau souligné que la recherche devrait être appropriée et orientée vers les domaines vitaux. Les domaines d'application de la science et de la technologie traditionnelles devraient avoir la place qui leur revient et des campagnes d'information scientifique doivent être mises sur pied afin d'aider les systèmes traditionnels à moderniser leur technologie. Il a été également souligné que les universités africaines devraient intensifier les activités de leurs services de consultation dans le domaine des sciences et de la technologie et redéfinir leur rôle dans la promotion, des sciences et de la technologie au service du développement.

10. Les participants ont souligné la nécessité de sensibiliser les étudiants à l'importance des sciences et de la technologie dans le monde actuel. Des cours devraient être élaborés pour les mettre au courant des dernières réalisations scientifiques et technologiques. L'utilisation de l'ordinateur devrait faire partie des cours donnés aux étudiants des quatre premières années de l'enseignement supérieur. Afin d'infuser un élément pratique dans l'enseignement des sciences et de la technologie, les programmes de stage dans l'industrie devraient être renforcés et supervisés par des maîtres de conférence. Cela améliorerait l'efficacité de l'interaction entre le professeur, l'étudiant et l'ingénieur ou le scientifique.

11. Les difficultés existant au niveau de l'échange d'informations ont été signalées, tout comme a été signalée l'incapacité de certaines universités de collecter, analyser et diffuser des informations à d'autres universités. Par conséquent, les universités africaines devraient mettre sur pied des programmes propres à rendre plus efficace la gestion de l'information et les systèmes d'informatisation, car, à moins que l'Afrique ne s'efforce de renforcer ses capacités de gestion de l'information et d'utilisation de l'ordinateur, elle demeurerait à la traîne dans le domaine de la collecte et de l'analyse de l'information pour le développement.

D. Adoption de la Déclaration d'Harare

12. Les participants ont adopté la Déclaration d'Harare sur le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique (document E/ECA/CM.13/48 annexe) et décidé qu'elle serait communiquée à tous les gouvernements africains à l'occasion de la vingt-deuxième session de la Commission et treizième réunion de la Conférence des ministres de la CEA.

E. Date et lieu de la quatrième Conférence

13. Les participants ont décidé que la quatrième session se tiendrait au Caire (Egypte) du 23 au 26 janvier 1989. Cette réunion serait suivie par la Conférence des recteurs, présidents et directeurs et l'Assemblée générale de l'Association des universités africaines, du 27 au 29 janvier 1989.